

# Crise(s) économique(s) et effets sur les objets de recherche en sciences sociales dans la région du Maghreb et du Moyen-Orient

*Economic crisis(es) and effects on social science research in the Maghreb and Middle East region*

## Responsables

• **Mariam Ghafir** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, Université de Genève, IGEND, CEDEJ)

• **Manon Laroche** (Université Paris-Panthéon-Assas, Centre Thucydide, CEDEJ)

## Discutante

• **Manon Laroche**

## Intervenants

• **Rita Ghattas** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP)

• **Anis Cherif-Alami** (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, IFPO Beyrouth)

• **Mariam Ghafir**

• **Sara Tonsy** (Sciences Po Aix, Mesopolhis)

## Résumé de l'atelier

La notion de « crise économique », traditionnellement caractérisée en économie par la dégradation brutale de la situation économique et la remise en question des perspectives économiques, sociales et politiques d'un pays, est régulièrement employée pour parler de la réalité socio-économique actuelle de plusieurs pays de la région du Maghreb et du Moyen-Orient (MMO). Paul Ricœur évoquait la récurrence des crises comme caractéristique des sociétés modernes (Ricœur, 1988). Dans le cas des crises économiques qui affectent la région du MMO, leur aspect récurrent et généralisé tend à atténuer l'attention portée aux conséquences de chacune d'entre elles sur les sociétés concernées, et ainsi sur nos objets de recherche. Pourtant, nous observons, depuis les derniers bouleversements économiques amorcés par la pandémie de Covid-19 en 2020, l'explosion du port de Beyrouth en 2020 ou encore l'invasion de l'Ukraine en 2022, la reconfiguration de nos terrains. Certains travaux font aussi remonter ces bouleversements aux « Printemps arabes ». Il importe d'étudier les effets structurels de la crise, parfois pensés comme des épiphénomènes en sciences sociales, sur nos objets de recherche, en tant qu'ils contiennent en eux-mêmes des éléments d'analyse singuliers des moments de crise économique.

Cet atelier est une invitation à penser collectivement, du point de vue des sciences politiques et sociales, la façon dont nos objets dans leur diversité sont traversés et transformés par les crises économiques qui traversent les pays de la région. On s'intéressera à la fois à la façon dont la crise économique vient surprendre la vie sociale et politique dans ses divers aspects (secteurs médiatique, scientifique, administration publique, entre autres) et perturber temporairement ou durablement les pratiques des acteurs concernés (1), à celle dont ces derniers peuvent également s'emparer en minimisant, augmentant, ou même créant cette notion de « crise » pour justifier une réorientation de leurs discours et pratiques (2), ainsi qu'à son appropriation par les publics affectés au quotidien (3).

The notion of “economic crisis,” traditionally characterized in economics by the sudden deterioration of the economic situation and the reconsideration of a country’s economic, social, and political prospects, is regularly used to refer to the current socio-economic reality of several countries in the Middle East and North Africa (MENA) region. Paul Ricoeur spoke of the regular frequency of crises as typical of modern societies (Ricoeur, 1988). In the case of the economic crises affecting the MENA region, their recurrent and widespread nature tends to attenuate the attention paid to the specific consequences each of them produces on societies, and consequently, on our research topics. Yet, since the latest economic upheavals initiated by the COVID-19 pandemic in 2020, the explosion of the port of Beirut in 2020 and the invasion of Ukraine in 2022, our research fieldworks have been altered. These upheavals have also been traced back to the “Arab Springs.” The effects of crisis on our research objects, sometimes treated as epiphenomena in social sciences, contain unique elements for analysing times of economic crisis and the structural transformations it may imply, and they need to be examined as such.

This workshop is an invitation to think collectively about the way in which our diverse objects are moved and transformed by the economic crises affecting the countries of the region, from the point of view of political and social sciences. We will explore how economic crises disrupt social and political life in its various aspects (media, science, public administration, among others) and temporarily or permanently disrupt the practices of the actors concerned (1), how those actors may also capitalize on the crises by downplaying, amplifying, or even creating the notion of “crisis” to justify redirecting their discourses and practices (2), and how the affected publics appropriate these crises on a daily basis (3).

## Programme

**Rita Ghattas (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP)**

*La sociologie en crise au Liban*

*The crisis of sociology in Lebanon*

**Anis Cherif-Alami (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, IFPO Beyrouth)**

*Enquêter sur les solidarités : Un effet de crise ?*

*Investigating solidarity: A crisis effect?*

**Mariam Ghafir (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, Université de Genève, IGEND, CEDEJ)**

*La vie reproductive comme objet d'étude en contexte de crise: Réflexions sur le cas égyptien*

*Reproductive life as a study object in a context of crisis: Reflections on the Egyptian case*

**Sara Tonsy (Sciences Po Aix, Mesopolhis)**

*État de crise ou crise de l'État: Téléviser la crise économique en Égypte*

*State of crisis or crisis of the State: Televising the economic crisis in Egypt*

## **Rita Ghattas**

### *La sociologie en crise au Liban*

La sociologie traverse une profonde crise au Liban, accentuée depuis la dernière décennie par des bouleversements politiques majeurs dans la région arabe – la révolution d’octobre 2019, la pandémie de Covid-19, l’effondrement économique total amorcé en 2018, les explosions du port de Beyrouth le 4 août 2020, et la guerre survenue depuis octobre 2023. Déjà fragile en termes de légitimité académique, bien qu’elle ait permis la délivrance de diplômes au sein des universités disposant de formations en sociologie, cette discipline peine aujourd’hui à maintenir sa place.

Face à ces défis, certaines universités reconfigurent la sociologie en formations davantage orientées vers le marché du travail, telles que la communication ou les études médiatiques. D’autres universités adoptent une posture de déni face aux crises, dans le but de préserver une certaine stabilité institutionnelle et d’éviter toute remise en question profonde. Elles développent ainsi une sociologie marginalisée par rapport aux dynamiques de changement, centrée sur des thématiques répétitives et peu problématiques. D’autres adaptent leurs modèles en développant une expertise compatible avec les normes de recherche dictées par les bailleurs de fonds opérant au Liban. Ces derniers, incluant les organisations internationales, les centres de recherche étrangers et les associations internationales, dominent l’espace de la recherche et la production de notes politiques (Hanafi et Arvanitis, 2016). Ce contexte favorise une expertise extra-académique et une science appliquée au conseil politique, souvent au détriment de recherches approfondies dédiées à la production de savoirs locaux (Raymond *et al.*, 2021).

En se basant sur les résultats d’une enquête en cours de réalisation dans le cadre de ma thèse sur l’enseignement de la sociologie dans les universités de Beyrouth, nous allons interroger la production et la circulation des savoirs en sciences sociales au Liban. Ceci nous permettra d’appréhender la complexité des dynamiques de pouvoir, et nous invitera également à repenser les objets de recherche, ainsi que les acteurs qui les définissent. Par ailleurs, une telle réflexion offre l’opportunité de considérer la recherche en sciences sociales dans un contexte d’instabilité politique quasi-permanente, tout en mettant en lumière les conditions difficiles de production des savoirs et le rôle potentiel de ces savoirs dans un processus de changement.

Sociology is undergoing a profound crisis in Lebanon, exacerbated over the past decade by major political upheavals in the Arab region—the October 2019 revolution, the COVID-19 pandemic, the total economic collapse that began in 2018, the Beirut port explosions on August 4, 2020, and the war that has erupted since October 2023. Already fragile in terms of academic legitimacy, despite its role in granting degrees at universities offering sociology programs, the discipline is now struggling to maintain its place.

In response to these challenges, some universities are reconfiguring sociology into programs more oriented towards the job market, such as communication or media studies. Other universities adopt a stance of denial towards the crises, aiming to preserve a certain level of institutional stability and avoid deep re-evaluation. They develop a form of sociology marginalized from the dynamics of change, focused on repetitive and unproblematic themes. Others adapt their models by developing expertise compatible with the research norms dictated by the funding agencies operating in Lebanon. These include international organizations, foreign research centers, and international associations, which dominate the research space and the production of policy briefs (Hanafi and Arvanitis, 2016). This context fosters extra-academic expertise and applied science in political consultancy, often at the expense of in-depth research dedicated to the production of local knowledge (Raymond *et al.*, 2021).

Based on the ongoing results of my research conducted as part of my thesis on the teaching of sociology in universities in Beirut, we will examine the production and circulation of social sciences knowledge in Lebanon. This will allow us to grasp the complexity of power dynamics and invite us to rethink research subjects as well as the actors defining them. Furthermore, such reflection offers the opportunity to consider social sciences research within a context of near-permanent political instability, while highlighting the arduous conditions of knowledge production and the potential role of this knowledge in a process of change.

## **Anis Cherif-Alami**

### *Enquêter sur les solidarités : Un effet de crise ?*

Enquêter dans le cours de la crise libanaise revient à composer avec la crise économique, à l'heure où celle-ci se retrouve dans toutes les bouches comme une préoccupation essentielle. Toutefois, affirmer que la crise économique suscite des préoccupations autour de la crise économique serait un raccourci tautologique. Il est donc crucial de décrire précisément les inquiétudes que la crise met au jour ou suscite, et l'objet sur lequel elle braque l'attention.

Cette communication s'appuie sur une enquête conduite entre deux quartiers pauvres de la banlieue sud et nord-est de Beyrouth entre 2020 et 2023. Elle défend l'idée que la crise économique a exacerbé certaines angoisses et souffrances concernant différentes solidarités sur lesquelles et pour lesquelles ces personnes comptaient, comptent toujours, et qui s'effondrent ou menacent de disparaître à leurs yeux. C'est à travers le prisme à la fois descriptif et théorique des solidarités qu'il convient de les analyser.

Il s'agira enfin de proposer des éléments de compréhension de la place de la crise sur ce terrain en tentant de répondre à l'objection de la récurrence des crises et du discours de crise dans le contexte libanais. La communication revient pour cela sur les résultats d'une enquête conduite avant le début de la crise auprès de personnes pauvres dans deux zones urbaines voisines et analogues. Si le pays était déjà « en crise » – notamment ce que l'on appelait alors la « crise des réfugiés » – depuis 2012, celle-ci ne recouvrait pas les mêmes préoccupations ni les mêmes thèmes chez les personnes concernées. Dès lors, comment comprendre la spécificité de cette crise économique à travers les inquiétudes qu'elle suscite, met en lumière, et les reconfigurations objectives qu'expérimentent, perçoivent ou imaginent les personnes interrogées ?

Investigating the course of the Lebanese crisis means dealing with the economic crisis, at a time when the latter is on everyone's lips as an essential preoccupation. However, it would be a tautological shortcut to assert that the economic crisis gives rise to concerns about the economic crisis. It is therefore crucial to describe precisely the concerns that the crisis brings to light or arouses, and the object on which it focuses attention.

This paper is based on a survey conducted between 2020 and 2023 in two poor neighborhoods in the Southern and Northeastern suburbs of Beirut. It defends the idea that the economic crisis has exacerbated certain anxieties and sufferings concerning various solidarities on which and for which these people counted, still count, and which are collapsing or threatening to disappear in their eyes. It is through the prism of both the descriptive and theoretical aspects of solidarity that we will analyze them.

Finally, it will propose elements for understanding the place of crisis in this field, by attempting to respond to the objection of the recurrence of crises and the discourse of crisis in the Lebanese context. To this end, the paper returns to the results of a survey conducted before the onset of the crisis among poor people in two neighboring and similar urban areas. If the country was already "in crisis," notably what was then called the "refugee crisis," since 2012, this did not cover the same concerns nor the same themes among the people concerned. How, then, are we to understand the specific nature of this economic crisis through the anxieties it arouses, brings to light, and the objective reconfigurations experienced, perceived, or imagined by the people interviewed?

## **Mariam Ghafir**

### *La vie reproductive comme objet d'étude en contexte de crise: Réflexions sur le cas égyptien*

La crise économique sans précédent qui touche l'Égypte depuis 2022 a amené le gouvernement égyptien à réaffirmer l'urgence de l'agenda démographique, de concert avec les bailleurs internationaux, qui renforcent les financements accordés aux programmes de planning familial. Ces discours placent une lourde responsabilité sur les épaules des femmes égyptiennes, qui portent la charge contraceptive, et en particulier les femmes des classes populaires, qui sont le public cible.

Dans les centres de santé publics qui administrent le planning familial en Égypte, la crise économique est aujourd'hui effectivement omniprésente dans les échanges entre soignant-es et bénéficiaires, et on observe parmi les femmes bénéficiaires une importante transformation du rapport à la vie reproductive. Si la rhétorique néo-malthusienne des acteurs publics produit des effets certains, le rapport à l'enfantement des femmes est aussi plus directement affecté par la transformation (détérioration) des

conditions matérielles de vie. En particulier, la fatigue et l'anxiété qu'elles manifestent sont des indicateurs de ce bouleversement, et se traduisent dans l'expression d'un besoin de limiter leurs grossesses.

Cette communication propose ainsi d'investiguer sur les effets de la crise économique sur le vécu contraceptif des femmes qui viennent au planning familial égyptien, en mettant en perspective les discours officiels et les expériences incarnées des femmes. Il s'agira de s'interroger sur la manière dont la crise peut faire de la vie reproductive un objet d'étude radicalement différent par rapport aux contextes et périodes plus stables.

Since 2022, Egypt has been affected by an unprecedented economic crisis. It has led the Egyptian government to reassert the population issue as a priority, together with international donors who are stepping up funding for family planning programmes. This rhetoric places a heavy responsibility upon Egyptian women's shoulders, who bear the burden of contraception, particularly working-class women who are the target audience. In the public healthcare centres providing family planning in Egypt, the economic crisis is now omnipresent in the interactions between healthcare workers and beneficiaries, and major transformations in women's relationship to their reproductive lives are observed. While the neo-Malthusian public discourses have definite effects, women's relationship to childbearing has also been more directly affected by the transformation (deterioration) of their material living conditions. In particular, the fatigue and anxiety women express are indicators of this upheaval and translate into requests to limit their pregnancies. The aim of this paper is to investigate the effects of the economic crisis on the reproductive lives of women attending family planning clinics in Egypt, by putting official discourses and women's actual experiences into perspective. It will look into how the crisis can make reproductive life a radically different object of study, compared with more stable contexts and periods.

### **Sara Tonsy**

#### *État de crise ou crise de l'État: Téléviser la crise économique en Égypte*

Au cours des dernières années, notamment depuis 2020 et l'éclatement de la pandémie de Covid-19, l'Égypte, comme d'autres pays du monde, a subi des conséquences économiques. Le pays se fraie un chemin après les conséquences du soulèvement de 2011 et du coup d'État de 2013. En décembre 2016, la livre égyptienne était à son plus bas niveau depuis des décennies, niveau atteint à nouveau en septembre 2022 en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et à nouveau en octobre après l'introduction en bourse de la livre égyptienne. Cependant, la notion de « crise » (*al-'azma*) est utilisée depuis plus longtemps que le Covid-19 et l'invasion russe en Ukraine par le gouvernement égyptien pour réguler la gouvernance et mettre en œuvre des politiques qui seraient autrement inacceptables pour les gens. Il s'agit à la fois d'éléments politiques et économiques, allant de l'augmentation des prix de l'électricité et du gaz jusqu'à l'adoption de nouvelles mesures répressives envers la population. Comment le gouvernement utilise-t-il la « crise » comme une routine? L'Égypte est-elle confrontée à une crise que le gouvernement doit gouverner ou fait-elle face à une crise de gouvernance qui conduit le gouvernement à recourir à la « crise » pour mettre en œuvre des mesures exceptionnelles?

Nous montrerons qu'avant la Covid-19 et l'invasion russe de l'Ukraine, l'Égypte utilisait divers discours et récits sur la « crise » ou les crises, qui ont été affectés après les deux événements susmentionnés. L'accent est mis dans ce travail sur l'intersection entre les différents acteurs étatiques dans le maintien du discours de crise, en la présentant comme une urgence et une responsabilité à partager entre le gouvernement et la population.

La violence de l'État est réitérée en utilisant le discours de crise pour atténuer le rôle du gouvernement et du régime, tout en incluant la population en tant qu'auteurs de la crise. Le terme « réforme » est allé de pair avec celui de « crise ». Ces discours, qu'il s'agisse de la lutte contre le terrorisme au niveau national ou de crises internationales – comme la menace que représente le Grand Barrage de la Renaissance éthiopien pour la sécurité de l'eau –, ont doté le gouvernement d'un ensemble d'outils légitimes par rapport à l'ampleur de la « crise ». Cela conduit donc à l'hypothèse selon laquelle le régime égyptien reste non consolidé et est continuellement confronté à une crise de gouvernance.

Ce travail s'appuie sur une analyse approfondie du discours de l'État et des talk-shows égyptiens sur la « crise » en Égypte, et d'autres mots utilisés pour désigner des significations similaires. Des discussions et des lectures produites par des chercheurs sur le sujet font également partie de la méthodologie adoptée.

During the past few years, notably since 2020 and the breakout of the COVID-19 pandemic, Egypt, like other countries around the world, was suffering economic consequences. The country has already been storming its way through the aftermath of the 2011 uprising and the 2013 coup d'État. In December 2016, the Egyptian pound was at its lowest in decades, which was reached again in September 2022 due to the Russian-led invasion of Ukraine and again in October after the flotation of the Egyptian pound once again. However, the notion of “crisis” (*al-'azma*) has been used for longer than COVID-19 and the Russian invasion by the government in Egypt to regulate governance and implement policies that would otherwise be unacceptable for the people. These include both political and economic elements, ranging from increasing electricity and gas prices to adopting further repressive measures towards the population. How is the government using the “crisis” as a routine? Is Egypt facing a crisis that the government needs to govern or is it facing a crisis in governance that leads the government to resort to “crisis” for exceptional measures?

I argue that before COVID-19 and the Russian invasion of Ukraine, Egypt was using various discourses and narratives on “crisis” or multiple crises, which have been altered after the two afore-mentioned events. The focus in this work is on the intersection between the different state actors in maintaining the crisis discourse, putting it forward as an urgency and responsibility to be shared between government and population.

The state's violence is reiterated using the crisis discourse to alleviate accountability from the government and the regime, while including the population as perpetrators of the crisis. The term “reform” went hand in hand with “crisis.” These discourses, be it fighting terrorism domestically or international crises—like the Grand Ethiopian Renaissance Dam's threat to water security—represented the government with a set of tools that are legitimate relative to the magnitude of the “crisis.” Therefore, leading to the hypothesis regarding the second question, which is that the Egyptian regime remains unconsolidated and is continuously facing a crisis in governance. This work is based on a close analysis of the state discourse, and Egyptian talk-shows on Egypt on “crisis,” and other words that are used to refer to similar meanings. Also, discussions and readings by Egyptian and Egypt based researchers on the topic construct part of the adopted methodology.